RAPPORT D'ACTIVITÉ 2021

Villes & Territoires
Centre de ressources politique de la ville et cohésion territoriale
OCCITANIE

TABLE DES MATIÈRES

Rapport Moral **page 3**

La gouvernance de Villes et Territoires Occitanie **page 7**

Retour sur les actions 2021 **page 9**

Information & communication..... page 10

Capitalisation : dossiers et guides..... page 12

Accompagnement des conseils citoyens..... page 14

Emploi et développement économique..... page 16

Egalité Femmes-Hommes..... page 18

Transition écologique..... page 19

Culture..... page 20

Animation de réseaux..... page 21

Ingénierie, observation, évaluation..... page 24

Formation des élu.es politique de la ville..... page 27

Les participants et leur profil..... page 28

Les adhésions au centre de ressources..... page 31

RAPPORT MORAL

2021 est une année encore instable du fait de la crise sanitaire, avec deux vagues épidémiques en début d'année et pendant l'été. Les impacts de la crise affectent durement les publics fragiles, notamment sur le plan de la santé (accès aux soins, santé mentale). Les PRE ont vu leur public augmenter drastiquement en nombre, avec des files d'attentes à rallonge. Les associations ont retrouvé leurs bénévoles, mais l'engagement est plus incertain du fait de la crainte du covid. La précarité augmente, avec un décrochage des quartiers qui tend à s'accroitre, mais que nous compensons tous tant bien que mal via les efforts conjoints des partenaires des contrats de ville, aux côtés de l'Etat.
Les formats de travail évoluent également, avec l'adoption récurrente de la visio pour des réunions à grande distance, et la difficulté de réunir en présentiel à l'échelle régionale. Pour autant, en fin d'année, l'envie de se retrouver en présentiel est largement partagé par les différents publics de Villes et Territoires…
Le regroupement de toutes les équipes des centres de ressources a eu lieu en octobre à Paris, présidents compris, et le réseau se resserre en dépit du contexte.
Le réseau des élus des collectivités adhérentes à Villes et Territoires s'est retrouvé à plusieurs reprises, les temps de gouvernance propres à la structure associative, mais également pour échanger sur l'actualité, et notamment l'avenir de la politique de la ville. Une contribution aux réflexions nationales a été réalisée par les élus, dont les conclusions trouvent un écho certain dans le rapport de la commission de la ministre déléguée, remis en 2022.
Les deux centres de ressources politique de la ville Occitanie travaillent à leur rapprochement, via des rencontres entre les présidentes et directrices, entre équipes, et la formalisation de partenariats sur deux missions sur le champs de la culture et de l'évaluation.

Villes et Territoires Occitanie a permis **l'émergence de nouveaux réseaux d'acteurs**, au niveau national (Conférence des Présidents des CRPV), régional (Groupe des coordonnateurs CISPD/CLSPD Est Occitanie), départemental (Groupe des coordonnateurs PRE Hérault).
Nous nous sommes mis en ordre de marche pour **anticiper la prochaine contractualisation** de la politique de la ville. Nous avons également fait le point sur la participation des habitants dans la gouvernance des contrats de ville, et proposé des perspectives méthodologiques.
Le cycle de séminaires sur la **transition écologique** et la manière dont celle-ci croise la politique de la ville a été poursuivi.
Le centre ressources reste investi sur la question de la **participation citoyenne**, avec une publication en janvier 2022 visant à donner des perspectives méthodologiques aux collectivités pour mobiliser et prendre en compte la parole des habitants.

Enfin, **l'équipe des salariés évolue**, avec le départ de notre assistante administrative en octobre, et le recrutement d'une chargée de mission junior en janvier 2022 pour contribuer à la capitalisation et diffusion d'expériences, l'animation de réseaux relevant de la cohésion sociale, la communication via les réseaux sociaux et le site internet.

Notre objectif 2022 : se serrer les coudes en renforçant les réseaux, et contribuer à la préparation des nouveaux contrats de ville de manière à s'assurer de la prise en compte de nos particularités occitanes !

Magalie Touet
Présidente de Villes et Territoires Occitanie
Adjointe au maire de Bédarieux déléguée à l'urbanisme et à la vie de quartier

RAPPORT MORAL

PETITE SYNTHÈSE…

En 2021, le centre de ressources a mis en œuvre **11 séminaires, 5 temps d'échanges réseau, 3 groupes de travail départementaux, 1 formation élus, et de nombreux retours d'expériences capitalisés.** De nombreux sujets ont été abordés : la transition écologique, la culture, la prévention de la délinquance, les conseils citoyens, l'égalité Femmes Hommes, l'observation statistique des territoires, l'évaluation des contrats de ville…

Nous avons publié 4 vidéos reprenant des séminaires, réalisé **4 guides méthodologiques** pour l'évaluation finale des contrats de ville diffusé **4 newsletters.**

La réalisation d'études

En 2021, Villes et Territoires s'est engagé dans la réalisation de deux études qui se sont poursuivies en 2022 :

- une étude sur l'économie informelle ou « économie populaire » à partir d'un focus sur deux territoires en politique de la ville de l'Hérault (QPV Mosson à Montpellier et QPV Centre-Ville à Lodève) ;
- une étude sur les coopérations entre structures culturelles labellisées et les acteurs de proximité visant à étendre et renforcer l'accès à la culture des habitants des quartiers prioritaires.

Des accompagnements en proximité

En 2021, Villes et Territoires est intervenu de manière croissante en appui conseil de proximité pour la réalisation d'évaluation sur la base de conventions de financement sur projets :

- l'évaluation de la Cité éducative de la Mosson à Montpellier en coopération avec le cabinet *Pluricité* ;
- l'évaluation du Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (Podem) qui est un dispositif innovant d'animation de politiques locales d'emploi et d'insertion ;
- l'amorce d'une démarche généralisée d'appui à l'évaluation finale des contrats de ville à partir du dernier trimestre.

Participation au réseau national des Centres de ressources politique de la ville

Outre le lien direct avec l'ANCT à Paris, le réseau permet aux centres de ressources d'identifier rapidement les informations, les compétences, les expériences inspirantes pour alimenter leurs réflexions régionales, et répondre de manière réactive aux sollicitations des acteurs locaux. Le réseau national mutualise un site internet, un fond documentaire actualisé, un relai d'informations nationales (scoop-it).

En 2021, Villes et Territoires a co-rédigé avec d'autres centres de ressources ***3 contributions nationales du réseau des CRPV*** *:*

- *La participation citoyenne : Des conseils citoyens pour quoi faire ?*
- *Sur l'égalité Femmes Hommes : Les enjeux du budget intégrant l'égalité sur les territoires en politique de la ville.*
- *Sur les transitions : La politique de la ville et les transitions*

RAPPORT MORAL

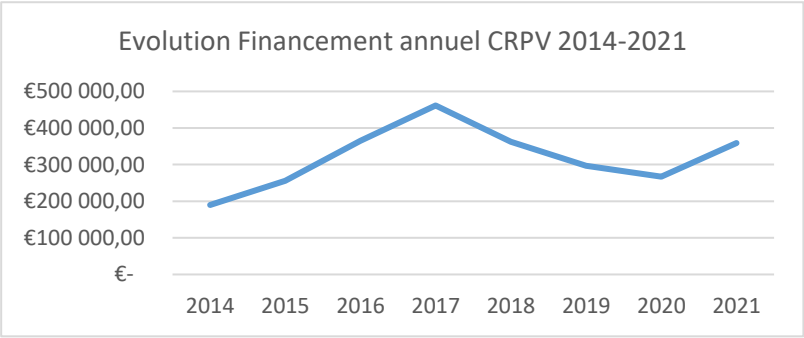
ÉLÉMENTS FINANCIERS 2021

Les **ressources 2021** proviennent pour 79% de l'Etat, et pour 18% des collectivités, 3% autres. Outre le soutien de l'Etat Régional (56% DREETS), les DDETS du Gard et de l'Hérault ont eu recours à Villes et Territoires Occitanie pour l'accompagnement à l'ingénierie (20% des ressources). La DRAC a financé le CRPV à hauteur de 3% pour une étude sur la Culture. Dans un esprit de neutralité, l'objet des conventions avec les DDCS/DDETS a été décidé en accord avec les collectivités concernées. Montpellier Méditerranée Métropole a mobilisé le CRPV à la toute fin 2020 pour une étude action sur l'évaluation et l'impact (étude expérimentale avec des opérateurs volontaires du pilier emploi-développement économique PODEM). Les résultats de cette étude seront partagés à l'échelle régionale lors d'un séminaire en 2022.
Le GIP Alès Cévennes a mobilisé le CRPV pour un accompagnement des conseils citoyens renouvelés : formation collective pour recentrer les conseils citoyens sur une feuille de route co-construite, formation des nouveaux conseillers citoyens, accompagnement individuel des conseils citoyens les plus en difficulté.
Enfin, Villes et Territoires est mobilisé par les partenaires Etat/Villes de l'Hérault pour réaliser l'évaluation des Cités Educatives (Montpellier depuis 2020, Béziers et Sète à partir de 2022, Lunel à partir de 2023). La Cité Educative de Lézignan-Corbières (Aude) a également prévu la réalisation de son évaluation par Villes et Territoires à partir de 2023. Cette mission est réservée aux adhérents du CRPV.
Le financement des collectivités représente une part croissante des ressources de Villes et Territoires, avec un nombre d'adhésions croissant (10% en 2018, 16% en 2019 et 2020, 18% en 2021) dont quelques subventions pour un accompagnement ciblé du Centre Ressources auprès de collectivités adhérentes demandeuses (2% en 2018, 4% en 2019 et 2020, 2% en 2021).

Les frais de fonctionnement 2021 augmentent de 8% cette année, principalement du fait d'une augmentation des frais d'honoraires (étude COMPAS) et d'une augmentation de la masse salariale (+5%), et de la reprise des activités (frais de mission et de réception) (40% des dépenses sont des charges de personnel, et 24% des services extérieurs).

Le budget global de Villes et Territoires augmente en 2021, avec une sollicitation accrue du CRPV sur des missions d'accompagnement à l'ingénierie, notamment à l'évaluation de projet. La diversification des financements, qui relève majoritairement du BOP 147, reste difficile sur des missions dédiées à la politique de la ville, la mobilisation du droit commun complexe.

Depuis 2014, le CRPV a doublé son équipe et ses financements. Le pic 2017 résulte de missions complémentaires d'accompagnement des Conseils citoyens (instruction 4/8/2016)



LA GOUVERNANCE
DE VILLES ET TERRITOIRES OCCITANIE

Bureau de l'association

Depuis le conseil d'administration du 2 décembre 2020

- **Présidente : Magalie TOUET**, adjointe au maire de Bédarieux, élue déléguée politique de la ville de la Communauté de Communes du Grand Orb, Hérault.

- **Vice-Président.es (ordre alphabétique) : Clara GIMENEZ**, vice-présidente déléguée à la politique de la ville, Montpellier Métropole Méditerranée, Hérault ; **Gaelle LÉVÊQUE**, Maire de Lodève, Communauté de Communes du Lodévois Larzac, Hérault ; **Josian RIBES**, Maire de Montbazin, Vice-Président délégué à la Cohésion Sociale, Sète Agglopole, Hérault.

- **Trésorier : Didier LAPORTE**, cadre territorial, Hérault.

- **Secrétaire : Catherine PECASTAING**, adjointe au maire, déléguée à la politique de la ville, Pont Saint Esprit, Communauté d'agglomération du Gard Rhodanien, Gard.

- **Secrétaire adjoint : Serge BORD**, Maire de Saint Julien-les-Rosiers, délégué à la prévention de la délinquance à la Communauté d'Agglomération du Grand Alès, et représentant du GIP Politique de la ville Alès Cévennes, Gard.

Membres du Conseil d'Administration et adhérents

Les membres du Conseil d'Administration sont les représentants des communes et des intercommunalités adhérentes qu'elles ont désignés, des personnes morales autres, des personnes physiques :

Alès Agglomération : Serge **BORD**, maire de SaintJulien-les-Roziers – Élu délégué à la prévention de la délinquance, Alès Agglomération, et élu représentant le GIP Politique de la Ville Alès Cévennes.

Communauté d'Agglomération du Gard rhodanien : **Michèle FONT-THURIAL**, élue déléguée à la politique de la ville et/ou **Catherine PÉCASTAING**, adjointe au maire de Pont Saint-Esprit déléguée à la politique de la ville.

Carcassonne Agglomération : **Tamara RIVEL**, élue déléguée à la politique de la ville.

Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée (CAHM) : **François PEREA**, vice-président délégué à l'Habitat et à la Politique de la Ville.

Communauté de Communes du Grand Orb : **Magalie TOUET**, adjointe au maire de Bédarieux, élue déléguée politique de la ville de la Communauté de Communes du Grand Orb.

Communauté de Communes Lodévois et Larzac : **Gaelle LÉVÊQUE**, maire de Lodève, 1ère vice-présidente de la **communauté de communes du Lodévois Larzac** et/ou **Joëlle GOUDAL**, maire de Celles et déléguée à la politique de la ville.

Ville de Lézignan-Corbières : Bérengère LECEA, élue déléguée à la politique de la ville

Ville de Limoux : **Pierre DURAND**, maire.

Ville de Lunel : Nourredine BENIATTOU, élu délégué à la politique de la ville, gestion urbaine et sociale de proximité.

Montpellier Méditerranée Métropole : **Clara GIMENEZ**, élue déléguée à la politique de la ville, suppléante **Coralie MANTION**, élue déléguée à l'Aménagement durable du territoire, Urbanisme.

Nîmes Métropole : **Richard TIBERINO**, élu délégué au contrat de ville.

Sète Agglopole Méditerranée : **Josian RIBES**, maire de Montbazin, vice-président. délégué à la cohésion sociale

Vauvert : Farouk MOUSSA, adjoint au maire délégué à la politique de la ville.

GIP Politique de la Ville Alès Cévennes : Serge BORD, élu membre représentant.

Association FAIRE ESS : **Sophie THERON**, directrice de l'IRTS. Montpellier

Didier Laporte, DGS Vias, en tant que personne physique.

RETOUR SUR
LES ACTIONS 2021

Les actions conduites en 2021 ont été, comme chaque année, une réponse aux besoins repérés lors des échanges avec les adhérents (collectivités et personnes morales/physiques) du centre de ressources, et les services de l'Etat, régionaux et départementaux qui soutiennent financièrement le CRPV. **Cette année, marquée par la préparation des évaluations finales des contrats de ville, nous a conduit à nous mobiliser en appui des services de l'Etat et des collectivités adhérentes dans le lancement de cette démarche qui s'est intensifiée en 2022.**

Moyens et méthode

Expérimenté en 2020 pour cause de crise sanitaire et de périodes de confinement, le recours à la visioconférence s'est poursuivi en 2021 pour un grand nombre de nos séminaires et de nos temps d'échanges collectifs. Cela nous a tout d'abord permis de sécuriser le déroulement des séminaires dans une période d'incertitude quant à l'évolution des règles sanitaires. Par ailleurs, cela a répondu à une demande, en particulier celle de nos usagers qui ne pouvaient participer à nos séminaires qu'à cette seule condition du distanciel. **L'année 2021 a cependant été aussi l'année de la reprise des rencontres en présentiel au cours du second semestre, et donc du retour des moments de convivialité entre les participants !**

La montée en compétence

Villes et Territoires Occitanie organise des cycles de qualification, des sessions de formation, des groupes de travail de partage d'expériences, d'analyse des pratiques, et d'élaboration collective de pistes de travail pour l'action. Co-animés avec des experts, pour la plupart d'entre eux, ils contribuent à la qualification et à l'adaptation des interventions.

La mise en réseau

Au croisement de la politique de la ville et des autres politiques publiques, des acteurs institutionnels et de terrain, des niveaux local, interdépartemental et national, Villes et Territoires s'efforce de faciliter la mise en réseau pour alimenter une réflexion partagée, favoriser la circulation de l'information et l'échange de pratiques entre pairs.
En matière d'animation de réseaux par « métiers », l'année 2021 a été marquée par le lancement de l'animation du réseau des coordinateurs prévention de la délinquance. L'animation du réseau des équipes projet NPNRU a été poursuivie ainsi que celle du réseau des coordinateurs PRE.

La capitalisation

Au travers des actions menées avec les acteurs et des échanges avec des experts, le centre de ressource consolide une expertise, des connaissances et des expériences qu'il met à disposition de ses adhérents, et plus largement aux partenaires qui interviennent dans le champ de la politique de la ville. Cela se traduit par un travail de production de dossiers, de guides, de fiches d'expériences sur des actions innovantes ou remarquables, y compris sous un format numérique ou de vidéos (depuis 2017 pour les vidéos).
Ce travail de capitalisation s'est poursuivi en 2021 avec la réalisation de 4 guides méthodologiques sur l'évaluation des contrats de ville, les actes de séminaires et 1 film.
Toutes les vidéos réalisées par Villes et Territoires ont été regroupée depuis 2020 dans une même chaîne YouTube intitulée ***Quartiers en action. Expériences inspirantes – Occitanie.***

INFORMATION
& COMMUNICATION

Le site internet

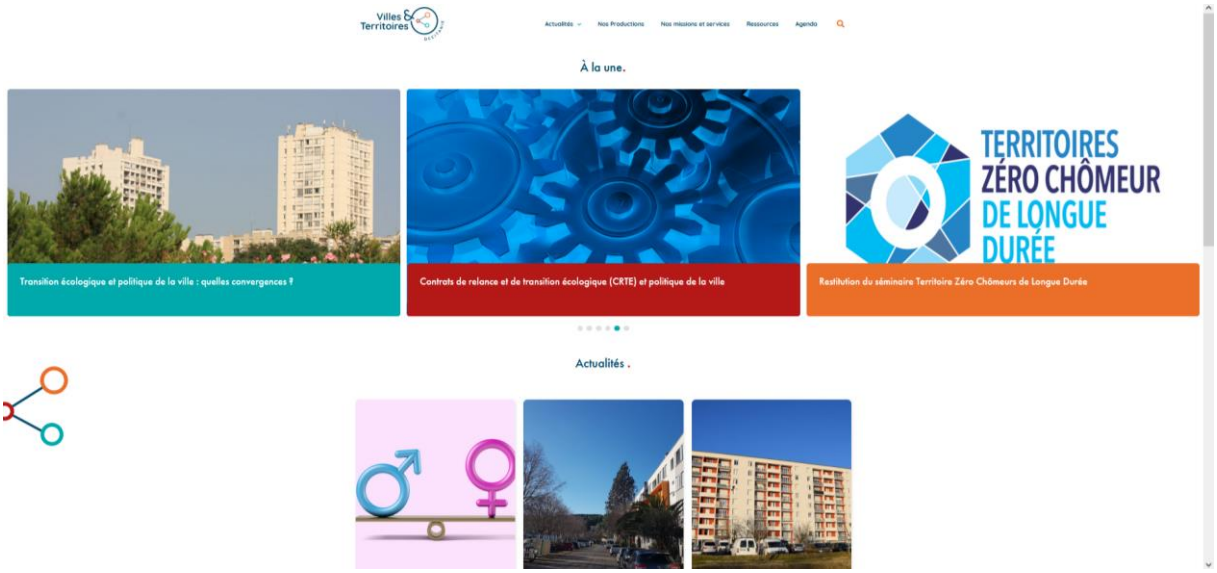
Objectif
L'objectif de départ du site internet était de proposer une sélection d'informations en réponse au besoin des acteurs de la politique de la ville et du développement territorial local qui se heurtent au manque ou à la surabondance d'informations. Avec le nouveau site internet, l'objectif prioritaire est devenu de mieux communiquer sur les réalisations de Villes et Territoires

ACTIONS 2021

Un site internet de Villes et Territoires renouvelé en 2021

L'année 2021 a été celle du lancement du nouveau site internet de Villes (au mois d'octobre) pour tenir compte de l'évolution des besoins et des usages : www.villes-et-territoires.fr. A la demande de nos adhérents, cette restructuration donne davantage d'écho aux informations propres à Villes et Territoires (notre agenda, nos publications, etc.) et aux remontées d'expériences locales.

Nous continuons par ailleurs à relayer des actualités ou des publications qui nous semblent importantes ou de qualité, et en proposons une présentation synthétique.



Page d'accueil du site internet de Villes et Territoires Occitanie

INFORMATION

& COMMUNICATION

La newsletter (4 numéros)

L'année 2021 s'est inscrite dans le prolongement de l'année 2020 qui avait vu le renouvellement de la formule de la Newsletter de Villes et Territoires avec un graphisme amélioré et des rubriques renouvelées.

CAPITALISATION

DOSSIERS & GUIDES

Accès à une alimentation durable pour tous : quelles initiatives et quels enjeux dans les quartiers ?

Capitalisation issue du webinaire régional du 26 janvier 2021

Si la « transition alimentaire » est encore peu investie dans le cadre de la politique de la ville, des initiatives émergent cependant dans ces quartiers. Ce webinaire a été l'occasion de présenter des actions inspirantes, en Occitanie, qui ont en commun l'objectif de favoriser l'accès à un mode de consommation alimentaire durable pour les habitants des quartiers de la politique de la ville.

Accéder au document

Transition écologique et politique de la ville : quelles convergences ?

Capitalisation du webinaire régional du 30 juin 2021

L'objectif de ce séminaire était de proposer des clefs de lecture pour mieux appréhender les enjeux de la transition écologique au prisme de la politique de la ville et de ses quartiers prioritaires. Pour cela, ce webinaire proposait 3 points de vue, différents mais complémentaires, pour aborder ces questions : tout d'abord l'éclairage d'une sociologue, puis le point de vue de l'ANRU sur la manière d'envisager la "transition écologique des quartiers", et enfin le point de vue d'élus locaux.

Accéder au document

Conseils citoyens : quelles pistes d'amélioration ?

Capitalisation de la rencontre des conseils citoyens du Gard, 19 octobre 2021

Les conseils citoyens du Gard se sont réunis pour débattre des axes d'amélioration de leur fonctionnement d'ici à la fin des contrats de ville en 2022. L'après-midi, les chefs de projet, les délégué-es de préfet, les agents de l'Etat et du Département les ont rejoints pour imaginer ensemble la participation citoyenne de demain ; celle qui dans ses formes ajustées satisferait chaque famille d'acteur de la politique de la ville.

Accéder à la synthèse des conclusions de ces réflexions collectives

CAPITALISATION

DOSSIERS & GUIDES

Favoriser l'accès des habitants des quartiers politique de la ville à l'offre culturelle, quels partenariats entre structures culturelles et acteurs de proximité dans les quartiers ?

Capitalisation du webinaire régional du 4 mars 2021

Le séminaire s'est articulé autour de deux focus sur deux catégories de structures culturelles labellisées : les musées d'art et les centres d'art d'une part, et d'autre part celles intervenant dans le champ de la musique. Puis présentation de deux dispositifs spécifiques : les « Micro-Folies » dans le champ de l'accès aux œuvres de grands musées d'art, et « Démos » dans celui de l'apprentissage de la pratique musicale, exemples locaux à l'appui.
Le document de restitution propose une synthèse de chaque intervention, et un lien vers la séquence vidéo correspondante, quand les intervenant.e.s ont donné leur accord.

:céder au document

L'émancipation au féminin, au-delà d'un idéal, quels leviers d'action en politique de la ville ?

Capitalisation du webinaire régional du 25 mars 2021

Quelle forme de participation favorise-t-on à travers les actions développées pour et/ou avec les habitantes des quartiers de la politique de la ville ? Comment la politique de la ville peut-elle favoriser l'émancipation des femmes habitantes des quartiers ? Comment chacun.e à son niveau, décideur/euses, associations, habitant-es, peut-il/elle contribuer à cette montée en puissance de l'émancipation des habitantes ?

Le document de capitalisation de ce webinaire synthétise les interventions et redirige vers la rediffusion vidéo de chacune d'elles.
Accéder au document

ACCOMPAGNEMENT
DES CONSEILS CITOYENS

Un cycle régional d'échange en juin sur le thème de la remobilisation des conseils citoyens : « Remobiliser les conseils citoyens : pourquoi et comment ? »

En 2021, face au constat des difficultés accrues de mobiliser les conseils citoyens, une série de 4 webinaires régionaux a été consacrée (juin) à la question de la remobilisation des conseils citoyens.

Réflexion concertée en trois temps / trois publics d'acteurs

- Le 3 juin 2021 avec les conseils citoyens, 27 participants
- Le 7 juin avec les délégués du préfet, 5 participants
- Le 9 juin 2021 avec les chefs de projet des collectivités, 11 participants

Objectifs

- Bilan des années écoulées
- Capitalisation des bonnes pratiques
- Perspectives à court et long terme

Webinaire conclusif
Le 30 juin 2021, un webinaire conclusif a réuni l'ensemble des parties prenantes dans une logique interacteurs, 51 participants

Les conclusions de ce cycle d'échange ont alimenté la réflexion nationale de l'ANCT sur l'avenir des conseils citoyens.

Une rencontre des conseils citoyens du Gard, le 19 octobre 2021 à Saint-Gilles, 39 participants

Après une interruption en 2020, Villes et Territoires a renoué avec cette journée départementale de rencontre des conseils citoyens du Gard qui s'est déroulée à Saint-Gilles. Les conseils citoyens du Gard se sont réunis pour débattre des axes d'amélioration de leur fonctionnement d'ici à la fin des contrats de ville en 2023. L'après-midi, les chefs de projet, les délégué-es de préfet, les agents de l'Etat et du Département les ont rejoints pour imaginer ensemble la participation citoyenne de demain ; celle qui dans ses formes ajustées, satisferait chaque famille d'acteur de la politique de la ville.

Accéder au document de synthèse des conclusions de cette réflexion collective

ACCOMPAGNEMENT
DES CONSEILS CITOYENS

Une mission d'accompagnement des conseils citoyens de l'arrondissement d'Alès

Cette mission, qui s'est poursuivie en 2022, répondait à une demande du GIP politique de la ville d'Alès, soucieux de proposer un accompagnement collectif sous forme de formations aux conseils citoyens de l'arrondissement d'Alès après une année 2020 marquée comme ailleurs par une interruption de leur fonctionnement.

En 2021, Villes et territoires a organisé et animé deux temps d'échanges collectifs, à Alès, destinés aux conseils citoyens de l'arrondissement d'Alès : Alès, Anduze, la Grand-Combe, Saint-Ambroix.

1ère journée de formation à destination des conseils citoyens de l'arrondissement d'Alès
9 novembre 2021, 19 participants

Objectifs

- Rappeler le cadre législatif et règlementaire des conseils citoyens.
- Permettre aux anciens et aux nouveaux d'échanger sur leur conception du rôle d'un conseil citoyen et sur le comment fonctionner collectivement d'ici à 2023.
- Répondre aux besoins des participants en termes de formation dans la perspective des deux séances suivantes.

Diffusion des outils que Villes et Territoires met à leur disposition et qui répondent à leurs problématiques.

2ème journée de formation à destination des conseils citoyens de l'arrondissement d'Alès
7 décembre 2021, 14 participants

Objectifs

- Produire un avis objectivé dans la perspective de la participation au comité technique du contrat de ville.
- Parvenir au consensus / à un accord.
- Communiquer un avis de manière argumentée.

Un document de capitalisation a été adressé aux participants.

EMPLOI
& DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

La réalisation d'une étude action expérimentale sur « l'économie populaire »

Le Conseil national des Villes (CNV) a adopté lors de sa séance plénière d'octobre 2019 un rapport sur le sujet intitulé « *Valoriser les savoir-faire économiques et soutenir les initiatives des habitants : un nouveau défi* ». Plus récemment, le Comité Interministériel des Villes (CIV) du 29 janvier 2021 a demandé que les initiatives associatives accompagnant les femmes des QPV à sortir de l'économie informelle soient soutenues. **Dans ce contexte, Villes et Territoires a lancé une étude action sur l'économie populaire sur deux quartiers prioritaires dans un premier temps (un quartier de grands ensemble et un quartier de centre ancien d'une petite ville), permettant de tester une méthodologie d'enquête anonymisée.**

Le choix de parler **d'économie populaire ou de subsistance** traduit un positionnement sociologique qui consiste à comprendre ces pratiques du point de vue des travailleurs et habitants et non pas seulement sous le prisme d'une vision normative dominante. En d'autres termes, appréhendée du point de vue des habitant·es, résidant dans les quartiers populaires, cette économie populaire peut être centrale, structurante, de subsistance, affichée, assumée, etc. Il semble cependant important de différencier les pratiques qui ne relèvent que d'une simple illégalité de celles qui sont également délictueuses ou criminelles.

Les études portant sur le sujet identifient diverses activités qu'englobe le plus souvent ce type d'économie dans les quartiers populaires : *la vente alimentaire (restauration, vente de produits alimentaires, etc.), les pratiques de glanage, la revalorisation puis la vente d'objets de récupération, la récupération des déchets, la mécanique de rue*.
Nous englobons donc dans notre objet d'étude toutes les pratiques, en soi légales si elles étaient déclarées, qui relèvent de pratiques de coûts évités.

Cette démarche d'étude ne se veut pas exhaustive ni dans les territoires couverts ni dans les typologies et conclusions auxquelles elle permettra d'aboutir. **L'objectif est davantage d'identifier quelques enjeux forts liés à l'existence de l'économie populaire.**

Dans un premier temps, nos moyens d'investigation se sont concentrés sur le quartier de grands ensembles. **Les premiers constats ne portent donc que sur les entretiens réalisés sur un des deux quartiers envisagés initialement pour cette étude.**
La synthèse proposée de ces premiers entretiens ne se substitue pas à une enquête sociologique. Elle se fait simplement l'écho des premiers éléments de discours, de connaissance et de réflexion qu'il va falloir par la suite mettre à l'épreuve d'une investigation élargie de terrain (observation, entretiens auprès des premiers concerné.es, etc.). **Il ne s'agit donc pas de LA réalité mais bien de réalités parmi d'autres que nous ont proposées nos première.es interlocuteurs/trices porteurs/euses d'une expertise d'usage du quartier concerné.**

EMPLOI
& DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Appui à une expérimentation visant à améliorer le suivi et l'évaluation des actions du Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (*Podem*) de Montpellier Méditerranée Métropole (sur le pilier emploi et développement économique du contrat de ville).

Le Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (Podem) est un dispositif de coordination et d'animation de politiques locales d'emploi et d'insertion, co-animé par la Métropole de Montpellier et l'État sur le pilier emploi et développement économique du contrat de ville.

Villes et Territoires a été sollicité conjointement avec le cabinet Pluricité (qui a réalisé l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville de Montpellier) pour appuyer une expérimentation menée par la Métropole de Montpellier **avec pour objectif de mettre en place des outils et process de suivi et d'évaluation partagés des actions du Podem et d'expérimenter l'évaluation de l'impact de certaines actions.**

Cette expérimentation s'est déclinée à un double niveau :

- Des temps d'échanges entre les partenaires financeurs du Podem.
- Un accompagnement d'opérateurs volontaires pour leur proposer de se questionner sur leurs démarches d'évaluation en allant jusqu'à envisager de mesurer l'impact de leurs actions

Dans ce cadre, Villes et Territoires a coanimé des temps d'échanges entre les partenaires.

Le CRPV a par ailleurs réalisé une série d'entretiens :

- Entretiens avec les partenaires institutionnels sur leur vision du process de suivi et d'évaluation des actions du Podem
- Entretiens avec les opérateurs volontaires au sujet de leurs process d'évaluation.

L'ensemble des analyses recueillies et le tableau de bord proposé par le Cabinet Pluricité ont été mis en partage lors d'un comité technique du Podem le 17 novembre 2021 et l'expérimentation se poursuit en 2022.

ÉGALITÉ

FEMMES-HOMMES

L'émancipation au féminin, au-delà d'un idéal, quels leviers d'action en politique de la ville ?

Webinaire régional, le 25 mars 2021, 72 participant.e.s

On assiste depuis plusieurs années à une aspiration de plus en plus forte des citoyen.nes à participer, co-construire, co- décider, s'impliquer dans le changement de la société. Malgré les discriminations dont elles font l'objet, les femmes des quartiers prioritaires s'inscrivent elles aussi dans cette aspiration citoyenne. Quelle(s) forme(s) de participation priorise-t-on à travers les actions et projets développés pour ou avec les femmes dans les quartiers prioritaires ? En quoi et comment la politique de la ville peut-elle favoriser la participation des habitantes et permettre ou renforcer leur émancipation ?

Ce webinaire a été l'occasion tout d'abord de proposer des éléments de compréhension des enjeux pour poser le cadre des échanges : pourquoi et comment développer des démarches participatives et émancipatrices ? Il a surtout été l'occasion de donner à voir des exemples d'actions inspirantes conduites dans les quartiers politique de la ville de notre région, ainsi qu'un exemple de politique de de participation transversale mise en œuvre par une grande Métropole de l'ouest de la France.

Ce webinaire, très suivi, a réuni des élu.es, des agents des collectivités, des acteurs associatifs et des habitant.es des quartiers.

Le document de capitalisation de ce webinaire synthétise les interventions et redirige vers la rediffusion vidéo de chacune d'elles.
Accéder au document

La réalisation d'un film sur les marches exploratoires dans le quartier Ile de Thau à Sète : « *D'un pas résolu* »

Les « marches exploratoires" sont une démarche proposée au niveau national et dont les collectivités peuvent se saisir pour impliquer les habitantes dans un diagnostic en marchant de leur quartier dans le cadre des programmes de rénovation urbaine. Malgré cette dimension descendante, des habitantes du quartier de l'Ile de Thau à Sète (Hérault) se sont totalement réapproprié la démarche. Elles sont venues en témoigner lors du séminaire du 25 mars 2021, à l'occasion de laquelle le film réalisé par Villes et Territoires sur cette expérience a été présenté.

Visionner le film

TRANSITION ÉCOLOGIQUE
& POLITIQUE DE LA VILLE

Accès à une alimentation durable pour tous : quelles initiatives et quels enjeux dans les quartiers ?

Webinaire régional, le 26 janvier 2021, 27 participants

Les pratiques en faveur d'une transition vers d'autres formes d'accès à l'alimentation, par exemple avec les AMAP, les boutiques de producteurs, les groupements d'achats se développent. Cependant, ces dynamiques ont jusqu'à présent tendance à laisser de côté les habitants des quartiers populaires, au risque d'aggraver les inégalités sociales dans ce domaine aussi.

Si la « transition alimentaire » est encore peu investie dans le cadre de la politique de la ville, des initiatives émergent cependant dans ces quartiers. Ce webinaire, premier d'un cycle "Transition écologique et quartiers", a été l'occasion de présenter des actions inspirantes en Occitanie, qui ont en commun l'objectif de favoriser l'accès à un mode de consommation alimentaire durable pour les habitants des quartiers de la politique de la ville. L'objectif de cette rencontre était aussi d'échanger autour de ces initiatives et de proposer des premiers éléments d'analyse sur les leviers et les freins à ce type d'initiatives, grâce à une recherche-action conduite par le LERIS (coopérative d'études sur l'intervention sociale basée à Montpellier) sur la faisabilité de « Tiers Lieux de transition et de solidarité alimentaire » pour tous.

Accéder au document de capitalisation

Transition écologique et politique de la ville : quelles convergences ?

Webinaire régional, le 30 juin 2021, 38 participants

Comment mieux appréhender les enjeux de la transition écologique au prisme de la politique de la ville et de ses quartiers prioritaires ? Trois éclairages, différents mais complémentaires, ont permis d'apporter des éléments de réponse.
L'éclairage d'une sociologue spécialiste de ces questions sur l'enjeu de la connaissance et de la reconnaissance des « inégalités environnementales », entrée en matière particulièrement intéressante pour des acteurs de la politique de la ville. Ensuite le point de vue de l'ANRU sur la manière d'envisager la "transition écologique des quartiers" dans le cadre des projets de renouvellement urbains du NPNRU. Enfin le point de vue d'élus locaux, en l'occurrence d'une petite ville, sur la manière dont ils appréhendent sur le terrain l'articulation entre transition écologique et politique de la ville : le président de la communauté de communes du Grand Orb et l'adjointe au maire de Bédarieux déléguée à la politique de la ville.

Accéder au document de capitalisation

CULTURE

& POLITIQUE DE LA VILLE

Favoriser l'accès des habitants des QPV à l'offre culturelle : quels partenariats entre structures culturelles et acteurs de proximité dans les quartiers ?

Webinaire régional, le 4 mars 2021, 87 participants

Ce webinaire, dont l'organisation a été confiée à Villes et Territoires par la DRJSCS et la DRAC Occitanie, a permis de présenter un premier aperçu d'initiatives partenariales conduites en Occitanie par des institutions culturelles en direction des habitants des QPV. Il a été l'occasion d'échanger sur les freins et les leviers de ces expériences innovantes. Le choix avait été fait pour cette rencontre de faire un focus sur deux catégories de structures culturelles labellisées : les musées d'art et les centres d'art d'une part, et d'autre part celles intervenant dans le champ de la musique (un second séminaire devant être organisé par Ressources et Territoires sur deux autres labels).
Le second temps du webinaire a été consacré à la présentation de deux dispositifs spécifiques relevant des deux autres mesures "culture" de la feuille de route du 18 juillet 2018 : les "Micro-Folies" dans le champ de l'accès aux œuvres de grands musées d'art, et "Démos" dans celui de l'apprentissage de la pratique musicale avec, là aussi, avec des exemples à l'appui.

Accéder au document de capitalisation

Le lancement d'une étude sur ce thème à la demande de la DREETS et de la DRAC

Dans le cadre de la mobilisation nationale en faveur des habitants des quartiers prioritaires lancée le 18 juillet 2018, les ministères de la Culture et de la Cohésion des territoires se sont engagés conjointement afin de réduire les inégalités d'accès à l'offre et aux pratiques artistiques et culturelles.
L'une des principales mesures annoncées (réaffirmée à l'occasion du CIV du 29 janvier 2021), consiste à « renforcer et étendre les partenariats entre les institutions culturelles et les quartiers politique de la ville ». L'Etat entend ainsi, en lien avec les collectivités territoriales mais également l'ensemble des acteurs associatifs, mobiliser les institutions culturelles et artistiques, et en priorité les structures labellisées et conventionnées par le ministère de la Culture.
En 2021, Villes et Territoires et Ressources et Territoires ont donc organisé deux séminaires présentant des témoignages de partenariats inspirants ayant lieu en Occitanie. *Ces séminaires ont été l'occasion d'échanger sur les freins et les leviers de ces expériences innovantes.*

Villes et Territoire a ensuite conduit une enquête, en lien avec Ressources et Territoires, visant à collecter des sources quantitatives et qualitatives. Pour comprendre la réalité territoriale et pouvoir analyser les partenariats, un questionnaire a tout d'abord été adressé à 150 institutions labellisées ou conventionnées par la Drac Occitanie.
L'analyse de ces questionnaires a permis de dresser une typologie des institutions culturelles et artistiques ainsi que des acteurs de proximité engagés sur le territoire. Cette approche quantitative a été complétée début 2022 par une approche qualitative, en complément des éléments issus des deux séminaires, avec la réalisation d'entretiens menés auprès de partenaires de proximité présents dans des quartiers politiques de la ville pour recueillir leur parole et avoir une vision plus précise des projets portés sur le territoire.

ANIMATION DE RÉSEAUX

RENOUVELLEMENT URBAIN-NPNRU

Pour rappel, ces rencontres réunissent les chefs de projet renouvellement urbain des collectivités (EPCI ou communes) et les référents NPNRU des DDTM. En 2021, la coopération avec l'ANRU s'est resserrée avec le nouveau chargé de mission territoriale pour l'est de l'Occitanie pour lequel l'existence de ces rencontres est considérée comme un plus pour l'animation du réseau, pour la circulation de l'information entre l'ANRU et les territoires et pour l'échange de pratiques.

Réunion d'animation de réseau des équipes projets NPNRU Est-Occitanie

Visioconférence, le 10 mai 2021, 16 participants

La réunion du 10 mai 2021 a permis d'aborder des points d'actualité importants pour le NPNRU puisque le CIV du 29 janvier 2021 avait annoncé des moyens complémentaires alloués au programme et que le conseil d'administration, l'ANRU venait d'acter les critères de priorisation qui seraient appliqués pour l'octroi de ces moyens supplémentaires. Cette rencontre a également permis de poursuivre le travail de retour d'expériences concernant l'appropriation de la nouvelle plateforme de gestion des dossiers IODA qui est une préoccupation pour les participants. Enfin, un point de méthode a été proposé pour les futures revues de projet.

Réunion d'animation de réseau des équipes projets NPNRU Est-Occitanie

Visioconférence, le 18 octobre 2021, 19 participants

La réunion du 18 octobre s'est caractérisée par une fréquentation en hausse par rapport aux précédentes avec de nouveaux participants.

Sur la base d'un tour de table de présentations de l'état d'avancement des différents projets, le chargé de mission territoriale de l'ANRU a apporté des réponses aux questions soulevées qui font ressortir un certain nombre de sujets partagés : l'enjeu de la diversification de l'habitat, l'enjeu de la reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux démolie, l'enjeu de la sécurité qui interroge les projets de renouvellement urbain à 2 niveaux (le contenu du projet lui-même et la phase de chantier), le sujet des interventions en centre ancien et de la tension sur les coûts des opérations programmées, et enfin le calendrier du NPNRU qui ne doit pas être perdu de vue pour les opérations les moins avancées (dates limites à ne pas dépasser).

Autres points abordés : les évolutions du règlement général de l'Agence relatif au NPNRU et la plateforme dématérialisée IODA.

Ces réunions de mise en réseau font l'objet d'un compte-rendu rédigé par le centre de ressources et adressé aux participants.

ANIMATION DE RÉSEAUX
PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE

En 2021, Villes et Territoires a initié l'animation d'un réseau des coordinateurs prévention de la délinquance CL(I)SPD de l'est de l'Occitanie.

Séminaire à destination des coordonnateurs CLSPD et CISPD Est-Occitanie
Webinaire, le 22 juin 2021, 8 participants

Proposé par Villes et Territoires pour l'est de l'Occitanie, ce séminaire d'échanges entre professionnels était une « première », depuis 2013, dans le domaine des politiques publiques relatives à la prévention de la délinquance, à la tranquillité et à la sécurité publiques.
Pour cette première rencontre, et après avoir consulté les personnes concernées, nous avons décidé de faire intervenir un expert de ces questions, spécialisé depuis 20 ans dans l'appui au secteur public local dans ce champ. L'objectif de ce premier séminaire était d'échanger avec les professionnels à la fois sur un état des lieux des politiques publiques dans ce champ, et sur un recensement des besoins éventuels pour poursuivre ces échanges afin de constituer un réseau régional pour capitaliser des connaissances et valoriser des bonnes pratiques.

Un compte rendu de la rencontre a été adressé aux participants ainsi qu'aux autres coordinateurs prévention de la délinquance CL(I)SPD de l'est de l'Occitanie.

Groupe d'échanges des coordonnateurs CLSPD et CISPD Est-Occitanie
Visioconférence, le 5 octobre 2021, 10 participants

L'ordre du jour de cette deuxième réunion d'animation de réseau des coordonnateurs CLSPD/CISPD a répondu aux attentes exprimées par les participants à la rencontre précédente du 22 juin 2021. Les questionnaires retournés par les participants et les échanges lors de ce séminaire avait en effet permis de dégager un besoin partagé de renforcer leur « l'outillage » méthodologique.

En conséquence, lors de ce séminaire, deux points principaux ont été abordés par l'expert déjà sollicité pour le premier séminaire :

- La méthode d'élaboration du diagnostic local de sécurité et la mobilisation des outils de mesure de l'insécurité.
- La méthode d'élaboration de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance.

Un compte rendu de la rencontre a été adressé aux participants ainsi qu'aux autres coordinateurs prévention de la délinquance CL(I)SPD de l'est de l'Occitanie.

ANIMATION DE RÉSEAUX

PROGRAMMES DE RÉUSSITE ÉDUCATIVE

2 Journées du réseau des coordonnateurs PRE de l'Hérault
A Montpellier, dans les locaux de l'IRTS
Le 1er juillet 2021 (10 participants) et le 29 octobre 2021 (10 participants)

Villes et Territoires a assuré l'organisation et l'animation de ces 2 journées du réseau des coordonnatrices et des coordonnateurs des programmes de réussite éducative de l'Hérault, qui se sont déroulées en présence d'un représentant du pôle politique de la ville de la DDETS.

Les participant-es ont validé la grande utilité de ce réseau et la poursuite de son animation par Villes et Territoires en 2022 également.

Les objectifs du réseau des coordonnateurs PRE de l'Hérault :

- Echanger les informations, les actualités, les expériences.
- Pouvoir collectivement rencontrer des personnes ressources.
- Faire plaidoyer collectivement.

Modalités : rencontres biannuelles d'une journée, en présence de la DDETS sur une demi-journée.

INGÉNIERIE

OBSERVATION, ÉVALUATION

Observation

A la demande de la DDETS de l'Hérault dans la perspective de l'évaluation finale des contrats de ville en 2022, Villes et Territoires a **accompagné la réalisation de diagnostics de territoires** par le cabinet spécialisé Compas.

En complément de la réalisation de ces travaux statistiques confiés au Compas, Villes et Territoires a organisé et animé deux groupes de travail à destination des chefs de projet politique de la ville de l'Hérault qui ont permis d'associer les chefs de projet à différentes étapes du déroulement de ce travail.

Groupe de travail sur l'observation statistique des QPV - Hérault
En visioconférence, le 6 janvier 2021, 9 participants

Le premier groupe de travail a été l'occasion d'une présentation du modèle diagnostic proposé par le Compas, afin que les équipes projets soient bien informées des données à en attendre.

Il a permis également de faire un point avec les participants sur leurs attentes concernant des enjeux thématiques plus spécifiques, au-delà de la trame reprenant les données contenues dans les diagnostics réalisés en 2014, déjà avec le soutien de la DDCS.

Groupe de travail sur l'observation statistique des QPV - Hérault
En visioconférence, 14 avril 2021, 8 participants

Ce second groupe de travail a d'abord permis au Compas de présenter des premières grandes tendances statistiques issues des diagnostics des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans l'Hérault.
Il a ensuite permis de mener une réflexion collective autour des conditions de restitution de ce diagnostic (auprès de qui ?) et de prévoir un calendrier des restitutions.

INGÉNIERIE

OBSERVATION, ÉVALUATION

Évaluation

Séminaire de lancement de la démarche d'évaluation finale des contrats de ville de l'Hérault
Le 17 septembre 2021, à Montpellier (locaux de l'IRTS), 15 participants

Villes et Territoires a organisé ce séminaire à la demande de la DDETS de l'Hérault. L'objectif était de poser un cadre commun pour la réalisation des évaluations finales des contrats de ville dans l'Hérault, en s'inscrivant dans la continuité de la trame proposée pour les évaluations à mi-parcours
Les participants ont bénéficié de l'intervention d'experts qui ont apporté des éclairages en termes de méthode pour la conduite de ces évaluations.

Villes et Territoires a rédigé un compte rendu de ce séminaire.

Séminaire collectif de lancement pour l'évaluation finale des contrats de ville du Gard
Nîmes, le 17 décembre 2021, 12 participants

Ce séminaire était le premier d'un cycle de 4 rencontres organisées par Villes et Territoires à la demande de la DDETS du Gard et en accord avec les collectivités concernées. Son objet était de poser le cadre de l'appui que le CRPV allait apporter à la réalisation des évaluations finales des contrats de ville dans le Gard.

Webinaire régional « Préparation de l'évaluation finale des contrats de ville »
Le 12 octobre 2021, 51 participants
Coorganisé avec Ressources & Territoires

Dans le cadre de la préparation des évaluations finales des contrats de ville, les centres de ressources politique de la ville de l'Occitanie, Ressources et Territoires et Villes et Territoires, ont été mobilisés par la DREETS pour organiser et animer ce séminaire régional en visioconférence. Tous les contrats de ville n'en étant pas à cette date au même stade de la démarche d'évaluation, la visioconférence n'était pas conçue comme une formation mais comme un temps d'échanges et de mise en réseau.

Le dernier trimestre 2021 a été le coup d'envoi d'un très fort investissement du centre de ressources politique de la ville dans l'appui à la réalisation des évaluations finales des contrats de ville dans l'Hérault (pour 4 contrats de ville : Bédarieux, Lodève, Agde, Sète/Frontignan), et dans le Gard (pour tous les contrats de ville). Dans l'Hérault, cela a débuté dès le 3ème trimestre 2021 par de premières réunions de travail sur le terrain pour initier la démarche et la réalisation ou la mise à jour de guides méthodologiques réalisés par Villes et Territoires.

INGÉNIERIE

OBSERVATION, ÉVALUATION

Évaluation

Poursuite de l'évaluation de la Cité éducative de la Mosson, Montpellier

Villes et Territoires a poursuivi le travail d'évaluation de la Cité éducative du quartier de la Mosson, à Montpellier, débuté en 2020.

Les étapes en 2021

- La réalisation d'un pré-rapport intermédiaire ou note d'étonnement réalisé, suite aux premiers entretiens qualitatifs (mars-juin 2021)
- Poursuite du travail visant à alimenter le 1er rapport d'évaluation intermédiaire avec des focales sur la stratégie, l'avancement des actions, la gouvernance :
    - Suite des entretiens qualitatifs (une dizaine)
    - Alimentation du tableau de bord d'indicateurs
    - Exploitation des données
    - Analyse des bilans d'actions, zoom évaluatif sur 2 actions
    - Réalisation d'une vidéo valorisant une action innovante en matière de prévention du décrochage scolaire : la plateforme de prévention du décrochage scolaire (PPDS)

Comité de pilotage, le 26 novembre 2021

Par ailleurs, Villes et Territoires a été sollicité par l'Etat fin 2021 pour intervenir également en 2022 en appui de l'évaluation des autres cités éducatives de l'Hérault : Béziers, Sète et Lunel.

FORMATION

DES ÉLU-ES POLITIQUE DE LA VILLE

Panorama des enjeux actuels relatifs à la prévention de la délinquance, la tranquillité et la sécurité publique
En visioconférence, le 26 mai 2021, 8 participants

Politique du logement et politiques locales de l'habitat : précisions sur la répartition des compétences et focus sur des outils à la main des collectivités
En visioconférence, le 10 novembre 2021, 12 participants

Formation sur les évaluations finales des contrats de ville
En visioconférence, le 8 décembre 2021, 9 participants

Un document de capitalisation de chaque formation a été adressé aux élus participants après la formation.

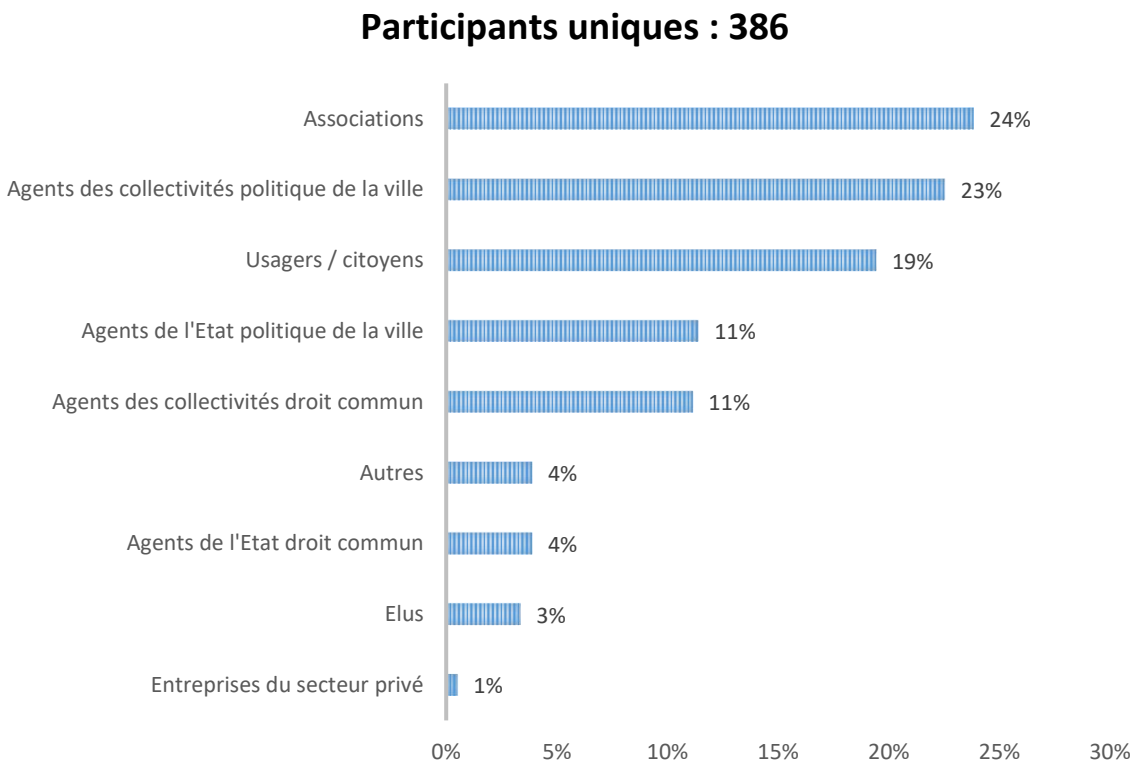
BILAN

LES PARTICIPANTS ET LEUR PROFIL

La participation aux actions collectives (séminaires, journées, formations, etc.) du centre de ressources s'élève en 2021 à **540 présences cumulées** (en réalité, ce nombre est sans doute plus important mais le format des visioconférence rend parfois plus difficile le travail de recensement des personnes présentes). Cela correspond à **386 participants uniques**, une même personne pouvant participer à plusieurs actions.

A noter *: on ne recense pas ici les personnes qui ont bénéficié des services de Villes et Territoires dans le cadre de ses missions d'appui à l'évaluation sur site, en particulier.*

Qui sont les participants / usagers ?



Parmi les 386 participants uniques (on ne prend pas en compte ici les personnes qui ont participé plusieurs fois aux initiatives de Villes et Territoires), 34 % sont des agents de collectivités locales, 15 % sont des agents de l'Etat, 24 % sont issus du monde associatif, 3% sont des élus, 19% sont des conseillers citoyens, le solde étant composé d'acteurs du monde de l'entreprise et autres.

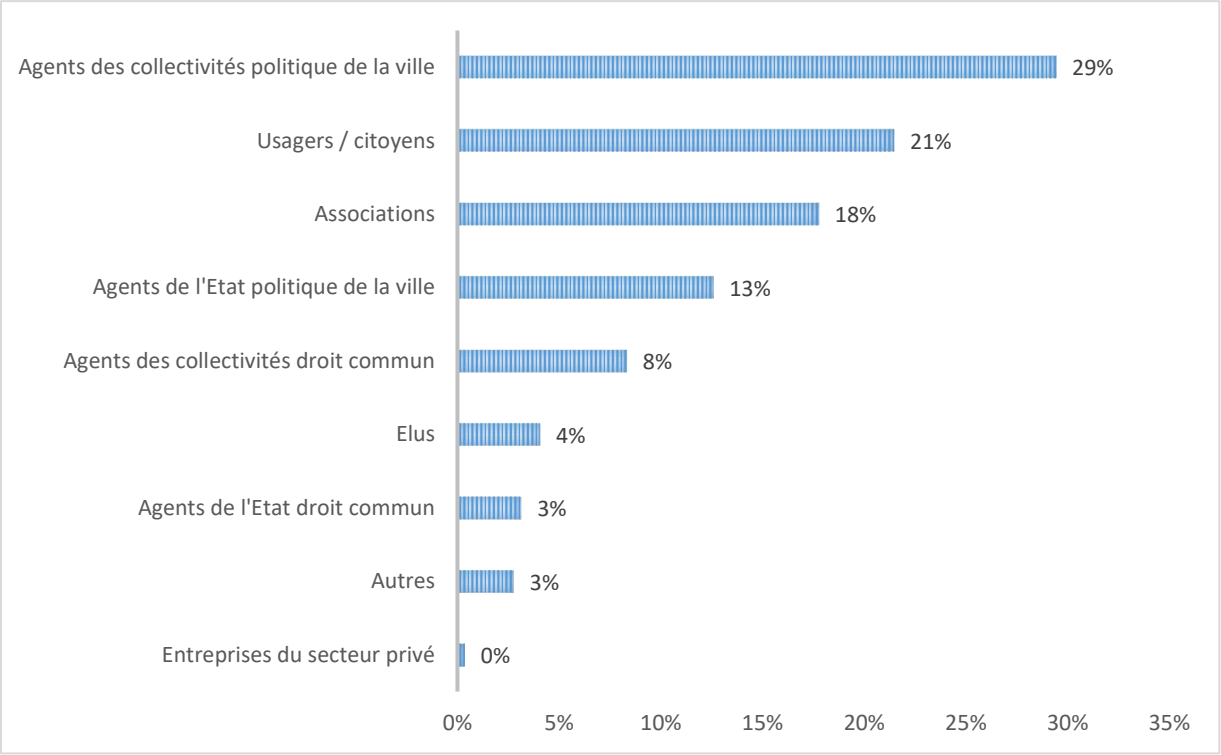
BILAN

LES PARTICIPANTS ET LEUR PROFIL

Qui sont les participants / usagers ?

Participants cumulés* : 540

* Des personnes ont participé à plusieurs reprises aux initiatives proposées par le centre de ressources.



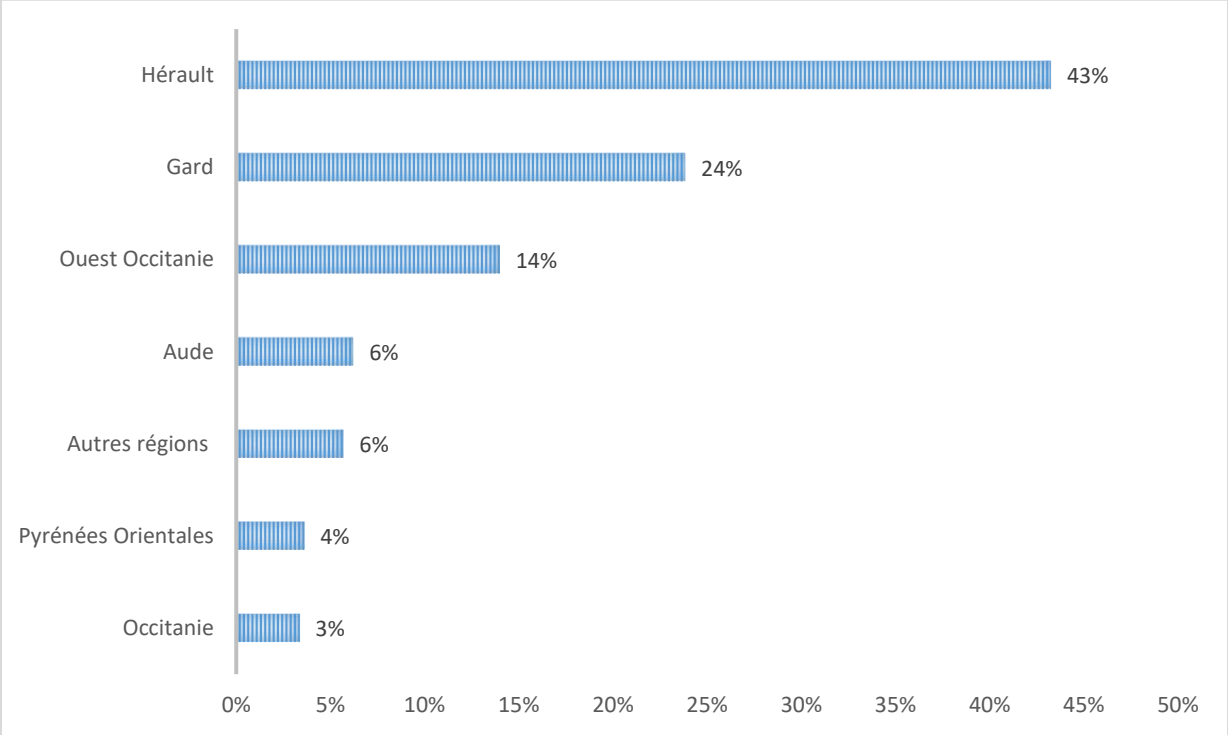
Ainsi parmi les 540 participants cumulés, 37 % sont des agents de collectivités locales, 16% sont des agents de l'Etat, 18% sont issus du monde associatif, 4% sont des élus, 21% sont des conseillers citoyens.
Le graphique ci-dessus indique donc que les usagers réguliers (présence à au moins deux manifestations organisées par Villes et Territoires Occitanie) du centre de ressources Villes et Territoires en 2021 ont été pour près de **40% des agents des collectivités locales**, et pour plus de 20% des conseillers citoyens.

BILAN

LES PARTICIPANTS ET LEUR PROFIL

De quel département viennent les participants ?

Participants uniques : 386



La répartition entre départements se caractérise en 2021 par une progression assez sensible de la part des participants issus de l'ouest de l'Occitanie, sans doute du fait d'une meilleure communication sur nos actions, mais surtout du recours à la visioconférence.

BILAN

LES ADHÉSIONS AU CRPV

Montpellier Méditerranée Métropole

Communauté d'agglomération Sète Agglopôle

Communauté d'agglomération Hérault Méditerranée

Ville de Lunel

Communauté de communes Lodévois Larzac

Communauté de communes du Grand Orb

GIP Politique de la ville Alès Cévennes

Faire ESS

Communauté d'agglomération de Nîmes Métropole (Nîmes/St Gilles)

Alès Agglomération (Alès, Anduze, La Grand Combe)

Communauté d'agglomération du Gard rhodanien

Ville de Vauvert

Communauté de communes Pays d'Uzès

Carcassonne Agglomération

Ville de Limoux

Villes et Territoires Occitanie

www.villes-et-territoires.fr

Villes & Territoires

Centre de ressources politique
de la ville et cohésion territoriale

OCCITANIE